

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

JAN - 8 1981



Distr.
GENERALE

A/35/789

S/14314

29 décembre 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-cinquième session

Point 15 c) de l'ordre du jour

ELECTION DE DEUX MEMBRES DE LA COUR

INTERNATIONALE DE JUSTICE

ii) Siègne devenu vacant par suite du décès
de M. Salah El Dine Tarazi

CONSEIL DE SECURITE

Trente-cinquième année

Notices biographiques des candidats présentés par des
groupes nationaux

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	3
BILGE, Ali Suat (Turquie)	3
EL-KHANI, Abdallah Fikri (République arabe syrienne)	6
FATTAL, Antoine (Liban)	9
RAULT, Sir Maurice (Maurice)	10
RAZAFINDRALAMBO, Edilbert (Madagascar)	12
SUCHARITKUL, Sompong (Thaïlande)	17
YASSEEN, Mustapha Kamil (Iraq)	22

A/35/789

S/14314

Français

Page 2

I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les notices biographiques des candidats présentés par les groupes nationaux en vue de l'élection qui doit avoir lieu le 15 janvier 1981 lors de la reprise de la trente-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale, pour pourvoir le siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès de M. Salah El Dine Tarazi (République arabe syrienne). La liste des candidats dont les noms ont été proposés en vue de cette élection a été publiée sous la cote A/35/788-S/14313.

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

BILGE, Ali Suat
(Turquie)

/Original : français/

Né à Istanbul, en 1921. Après avoir terminé ses études supérieures à la Faculté de droit de l'Université d'Ankara en 1944, il obtint le titre de Docteur en droit à la Faculté de droit de Genève, en 1950.

Il entra dans la carrière académique comme Assistant à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara en 1950. Il devint Privat-Docent en 1952, Professeur en 1960 et Directeur de l'Institut des relations internationales. Il fut doyen de la même faculté pour la période de 1962 à 1964.

Il est membre du Groupe turc des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies depuis 1950.

Il fut le Jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères en 1957 et Premier Jurisconsulte honoraire en 1964.

Le Professeur Bilge participa à plusieurs conférences internationales. Il fut notamment délégué au Comité d'experts en matière d'entraide judiciaire du Conseil de l'Europe en 1958, membre turc de la Commission mixte de la Constitution de Chypre en 1959, membre du Comité d'experts pour l'élaboration d'une convention consulaire du Conseil de l'Europe en 1960, membre du Comité d'experts en matière d'adoption des enfants du Conseil de l'Europe en 1961, délégué à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires en 1963, membre du Comité juridique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1963, membre du Comité européen de coopération juridique du Conseil de l'Europe en 1965, délégué à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965, membre du Comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe en 1966.

Le Professeur Bilge, qui fut Juge au Tribunal européen pour l'énergie nucléaire entre les années 1960 et 1965, fut élu Président suppléant à la Commission de recours de l'OTAN en 1966 et Juge à la Cour européenne des droits de l'homme et membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 1966.

Le Professeur Bilge est élu à la Commission du droit international des Nations Unies en 1971, puis devient Ministre de la justice en 1971 et est nommé Ambassadeur à Berne en 1972.

Le Professeur Bilge a publié La Responsabilité internationale des Etats en 1950, La Protection diplomatique des Nationaux à l'étranger en 1953, Le Conflit de Chypre et les Chypriotes turcs en 1961, "Les droits de l'homme" en 1962 (brochure) et Relations internationales en 1966. Il a publié, en outre, les articles suivants :

1. "L'Amnistie" Revue du Ministère de la Justice, Ankara, 1943, Nos 685, 771 et 881.
2. "Les Travaux de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies" Revue des droits de l'homme, Ankara, 1948, No 14, p. 10.
3. "Le Conseil de l'Europe" Revue des droits de l'homme, 1949, No 31, p. 17.
4. "Le Conseil de sécurité" Revue des droits de l'homme, Ankara, 1950, No 46, p. 22.
5. "L'Accord d'aviation de Chicago et l'Organisation de l'aviation civile" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1951, p. 196-214.
6. "L'Arrêt de la Cour internationale de Justice sur l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1953, p. 153-167.
7. "L'Affaire de Corfou devant la Cour internationale de Justice" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1955, p. 228-242.
8. "Les Accords en forme simplifiée" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1957, p. 135-147.
9. "Géopolitique" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1958, p. 150-174.
10. "Le Principe d'autodétermination" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1959, p. 132-145.
11. "Les Possibilités d'élargir les activités de la Cour internationale de Justice" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1959, p. 119-137.
12. "L'Enseignement de la politique internationale" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1961, p. 102-117.
13. "Le Règlement diplomatique des conflits internationaux" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1963, p. 197-210.
14. "Les Aides économiques" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1965, p. 441-475.
15. "La Prohibition de la dissémination des armes nucléaires" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1965, p. 45-54.

16. "La Conclusion des Traités internationaux selon le droit turc" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1968, p. 97-149.
17. "La Conclusion des Traités selon le droit international" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1969, p. 1-39.
18. "L'Application des Traités internationaux" Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1970, p. 17-55.
19. "Foreign Worker Trade" Foreign Policy, Septembre 1973, p. 67-74.
20. "The Cyprus Conflict and Turkey : Turkey's Foreign Policy in Transition" Ed. K. H. Karpat Leiden, 1975, p. 135-185.

EL-KHANI, Abdallah Fikri
(République arabe syrienne)

Né en 1925 à Damas, Syrie.

Etudes secondaires :

Ecole des Frères Maristes, Damas

Etudes universitaires :

Sciences politiques et philosophie, Université américaine de Beyrouth.

Droit, Université syrienne, Damas.

Etudes post-universitaires :

Préparation d'un doctorat en droit, Université française (St Joseph), Beyrouth.

Administration publique, 1952, Londres.

Protocole comparé, 1953, Paris.

(Bourse de l'ONU : les rapports définitifs sont conservés au Siège de l'ONU)

Postes :

Avocat, 1947-1949.

Présidence de la République : Chef du Bureau; Chef du Protocole; Directeur général aux affaires politiques; Secrétaire général par intérim, 1949-1959;

Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université syrienne, 1954-1958;

Président du Club arabe; Président de l'Association des diplômés des universités, 1953-1958;

Ministre-Conseiller, puis Ministre plénipotentiaire à Madrid, Bruxelles, Ankara, Londres, Paris, 1959-1969;

Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'UNESCO, Paris, 1966-1969

Secrétaire général, puis Ministre adjoint des affaires étrangères; Président de la Commission permanente syro-libanaise, 1969-1972;

Ministre du tourisme, 1972-1976;

Ministre adjoint des affaires étrangères, 1976-1977;

Ambassadeur en Inde et ambassadeur non résident dans les pays suivants : Bangladesh, Birmanie, Népal, Sri Lanka et Afghanistan (Ambassadeur désigné), 1978;

Membre et Vice-Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (ONU), 1978.

Activités diplomatiques :

Chef de la délégation syrienne à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (session extraordinaire pour le vingt-cinquième anniversaire, New York) de l'Organisation des Nations Unies, 1970;

Tokyo, visite officielle, 1971;

Georgetown, Guyane, Conférence des pays non alignés, 1971;

Caracas, Venezuela, Conférence sur le tourisme (UIOOT), 1972;

Transfert du pouvoir à M. Campora (Buenos Aires), mai 1972;

Transfert du pouvoir au président Peron (Buenos Aires), octobre 1972;

A présidé le premier Congrès des Américains d'origine arabe (Fe Arabe) (Buenos Aires) et y a prononcé une allocution, 1973;

Mission spéciale auprès du président Tito (Belgrade), 1973;

Mission spéciale auprès du président Nicolae Ceausescu (Roumanie), 1974;

A assisté à de nombreuses conférences arabes au sommet et a participé à leurs travaux;

A assisté à la Réunion au sommet entre le président Assad et le président Carter à Genève, 1977;

Manille : Chef de la délégation syrienne à la Conférence mondiale du tourisme, du 27 septembre au 10 octobre 1980.

Autres activités :

Articles et conférences sur les sujets suivants :

Histoire du désarmement; l'administration publique au Royaume-Uni; précis de protocole comparé; relations Est-Ouest; l'apartheid et les droits de l'homme; les droits de l'homme dans les territoires occupés; etc.

En tant que Directeur général de la Présidence de la République, a participé aux pourparlers d'union entre la Syrie et l'Egypte et, lors de la création de la République arabe unie, a fait partie du Comité juridique et administratif chargé de coordonner les lois des deux entités de la République arabe unie (Syrie et Egypte).

En tant que Secrétaire général et Ministre adjoint des affaires étrangères, a dirigé les pourparlers et négociations qui ont abouti à la signature de plusieurs accords avec la France, l'Italie, l'Espagne, le Japon et la République fédérale d'Allemagne.

En tant que Ministre du tourisme, a négocié et signé des accords de tourisme avec le Liban, la Jordanie, la Turquie, la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie et l'Espagne.

En tant que Président de la Commission permanente syro-libanaise, a procédé à l'examen et à la coordination des lois syriennes et libanaises dans différents domaines.

Décorations :

Mérite syrien, première classe.

Mérite égyptien, première classe.

Ordre de la République égyptienne, deuxième classe.

Mérite jordanien, deuxième classe.

Ordre argentin de mai, Grand-Croix.

Mérite indonésien, première classe (Bintang Mahaputera Adipradana).

Sa Sainteté le Pape Paul VI, médaille de bronze.

Langues :

Arabe, anglais, français, espagnol.

Intérêts :

Musique (classique), photographie.

Sports :

Tennis, natation, golf.

Situation de famille :

Marié, deux filles.

FATTAL, Antoine
(Liban)

/Original : français/

Né le 1er juillet 1918.

Etudes

Licencié en droit (Paris, 1938).
Docteur en droit.
Lauréat de la Faculté de droit de Paris (1947).
Licencié ès lettres (Paris, 1947).
Diplômé de l'Institut d'études sémitiques (Paris, 1947).

Carrière

Attaché au Ministère des affaires étrangères (1955-1957).
Magistrat-Conseiller d'Etat (1957-1959).
Directeur général au Conseil de la fonction publique (1960-1970).
Ambassadeur à partir de 1970 (du Liban).
Jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères (1971-1977).
Secrétaire général a.i. du Ministère des affaires étrangères (1972-1977).
Ambassadeur du Liban près le Saint-Siège depuis 1977.
Professeur de droit international à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (1958-1977).
Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1977.
Délégué du Liban à la première, deuxième et troisième Conférence de Genève sur le droit de la mer (1958, 1960 et 1974).
Délégué du Liban au Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique des fonds des mers à partir de 1971.
Délégué du Liban à la Conférence de Vienne sur le droit des traités (1968-1969).
Délégué du Liban à la Conférence de la piraterie aérienne (1970).

Publications

"Le statut légal des non-musulmans en pays d'Islam", Beyrouth, 1958.
"Les procédures diplomatiques de règlement des différends internationaux, Beyrouth, 1966.
"Les Conférences des Nations Unies et la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë" (1968).
"La Conférence de Vienne sur le droit des traités".
"L'impossible définition du droit international".
"Proche-Orient, études juridiques", Beyrouth, 1968 et 1971.

/...

RAULT, Sir Maurice
(Maurice)

Né le 15 septembre 1920.

Lauréat du Royal College (la plus haute distinction universitaire mauricienne de l'époque) en 1939.

Navigateur dans la Royal Air Force, 1942-1946.

Classé second, par ordre de mérite, dans les épreuves finales d'admission au Barreau de Trinity (sur environ 500 candidats, dont des candidats provenant d'universités britanniques et de tous les pays du Commonwealth), 1949.

Avocat, 1949-1952.

District Magistrate, 1952-1960.

Magistrate, puis Président de la Intermediate Court, 1960-1967.

Master et Registrar de la Supreme Court, 1967-1968.

Director of Public Prosecution, 1968-1970.

Queen's Counsel, 1969.

Puisne Judge, 1970-1977.

Senior Puisne Judge, 1977-1978.

Chief Justice de Maurice, 1978-

Knight Bachelor, 1979.

Sir Maurice a, à trois reprises, fait fonction de Gouverneur général et de Commandant en chef de Maurice. Il a été Président de la Mauritius Sports Association, Président du Millers' and Cane Planters' Central Arbitration Board et est le fondateur et rédacteur en chef du "Bulletin juridique de l'île Maurice".

Il a pris part à diverses conférences internationales, dont :

Le Congrès de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient sur les droits de l'homme, à Tokyo, en 1972.

Le Congrès de l'Institut de droit d'expression française, Port Louis, 1973.

Le Congrès de l'Institut de droit d'expression française, Tunis, 1974.

Les Rencontres franco-mauriciennes, Saint-Denis, 1976.

La International Conference of Appellate Judges, Sydney, 1980.

La Conference of Commonwealth, Chief Justice, Canberra, 1980.

Outre divers essais sur des questions linguistiques et littéraires, Sir Maurice a publié les articles juridiques ci-après :

A la recherche du jeune délinquant (Port Louis), 1965.

Liberté et droit pénal, Tokyo, 1972.

La responsabilité de l'Etat du fait de ses préposés (Port Louis, 1973).

La femme en droit civil mauricien : apparences et réalités (Tunis, 1974).

Un barbare face au progrès (Saint-Denis, 1976).

Discours aux médecins (Port Louis, 1979).

Instruction aux magistrats (Port Louis, 1979).

Trois normes de l'interprétation créatrice : l'analogie, l'harmonie, l'élégance (Port Louis, 1980).

En préparation :

La traction occulte de la cause finale en jurisprudence;

Le pouvoir germinatif du mot dans les constitutions écrites.

RAZAFINDRALAMBO, Edilbert
(Madagascar)

[Original : français]

Né le 3 octobre 1921, à Antananarivo, Madagascar.

Titres universitaires

Baccalauréat ès lettres classiques-Philosophie (Antananarivo, 1940);

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948);

Licence ès lettres (Sorbonne, 1949);

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948);

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952); (Spécial course on English legal method);

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960;

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation français de 1951 à 1960;

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961;

Avocat général, puis Président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de Madagascar d'octobre 1962 au mois de septembre 1967;

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967;

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études judiciaires malgaches de 1961 à 1974;

Membre des commissions de codification des lois malagasy;

Membre du Conseil supérieur de la Magistrature;

/...

Président de la Société malgache d'études juridiques;

Président de la Haute Cour de Justice.

Activités internationales

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964;

Rapporteur général de cette commission depuis 1969;

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966;
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930 et No 105, 1957) en 1968;
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971;
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972;
- e) La liberté syndicale et protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948 et No 98, 1949) en 1973;
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976;
- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1968.

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1968-1969;

Membre de la délégation malgache à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies - Représentant à la commission juridique (1977);

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement);

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) (affaire "Société Ltd Bonvenuti et Bonfant" c/Gouvernement de la République populaire du Congo (instance en cours));

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (affaire Etat Malagasy c/Grands Moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972);

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (affaire Etat Malagasy c/SOBERI-Paris, 1974-1975);

Président de la Commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal), en janvier 1967;

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit;

Membre du Conseil d'experts dudit Centre;

Membre d'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977);

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago, Illinois);

Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève);

Membre du Tribunal international (Débats démonstratifs sur l'exploitation des fonds marins) organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix, Manille, 21 au 26 août 1977;

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), mai-juillet 1972;

Chef du groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches (Paris, Antananarivo), 1973;

Membre de l'American society of International Law (Washington, D.C.);

Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, Californie), 1971-1972;

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, Indépendance et coopération (Paris), depuis 1968;

Collaborateur étranger du Journal du droit international (CLUNET), Paris, de 1964 à 1972;

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, pour l'étude de l'ombudsman (Stockholm, juillet-août-septembre 1962);

Délégué de Madagascar au séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12 au 29 juin 1962;

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe (AEOM);

Membre du Tribunal arbitral établi par la Chambre de Commerce Internationale dans l'affaire AGIP contre Etat Malagasy et la Société Nationale de Pétrole (SOLIMA);

Consultant en droit international de la Banque Centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie des transports aériens Air Madagascar, de la Société Nationale de l'Eau et de l'Electricité (JIRAMA) et de la Société Nationale de Pétrole (SOLIMA).

Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque - (Etude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955);

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (Etude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies - 1962);

Le droit judiciaire privé malgache (cours polycopié - Faculté de droit de Tananarive, 1969);

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" (Journal du droit international (CLUNET), Paris, 1964, No 1);

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220);

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit - 1er septembre 1967 - Dakar);

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale des juges, Genève, juillet 1967);

"La Cour suprême malagasy" (Recueil Penant - Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968);

Contribution à l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (mai-juillet 1972);

Système juridique malagasy dans "Law and Judicial Systems of Nations" (Washington, USA, 1977);

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973);

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris, 1972-1975);

Rapport sur la loi socialiste et la justice (Conférence des magistrats malgaches, Antananarivo, 1976);

Opinion individuelle dans l'affaire Deep Seabed Mining Case, Cour internationale organisée par la 8ème Conférence internationale de la paix mondiale par le droit (Manille, août 1977);

"Le rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" (communication au Colloque africain francophone de Yaoundé (Cameroun) 1978);

Distinctions honorifiques

Commandeur de l'Ordre national malagasy, 1976;

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969;

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970;

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris);

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'URSS.

N.B. Biographie figurant aux :

Who's Who in the World (Marquis' Who's Who, Chicago, Illinois); 1st Ed. 1972-1973, 2nd Ed. 1974-1975, 3rd Ed. 1976-1977

Dictionary of International Biography (Cambridge, England), 1974-1975 et 1976-1977

Who's Who in Africa south of the Sahara (Europa Publications, London), depuis 1971

Dictionary of African Biography (Melrose, London), depuis 1970

International Who's Who in Community Service, vol. II (London, 1976-1977)

Men of Achievement (Melrose, London, 1976)

World Directory of the High Courts of Nations (Washington, D.C., 1977)

Sompong SUCHARITKUL
(Thaïlande)

Né le 4 décembre 1931 à Bangkok (Thaïlande)

Titres universitaires et professionnels :

B.A. avec mention (jurisprudence) 1953;
M.A., D. Phil. (droit international), 1955, Université d'Oxford
Doctorat en droit, 1954; Diplôme d'études supérieures de droit international public, 1954, Université de Paris (Faculté de droit)
LL.M. (études juridiques internationales), 1956, Université de Harvard
Barrister-at-Law, 1954, Middle Temple
Diplômé de l'Académie, 1958, Académie de droit international de La Haye

Poste actuel

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Italie

Fonctions exercées et expérience acquise dans le domaine du droit international et des relations internationales

Chargé de cours de droit international et de relations internationales à l'Université de Chulalongkorn (Faculté des sciences politiques); Chargé de cours de droit économique international à l'Université de Thammas (Division des hautes études, Faculté d'économie), 1956-1957
Membre du Conseil national de recherche thaïlandais, et jusqu'en 1957, secrétaire de la Section juridique (organisme national), 1959-1970
Invité à donner des cours de droit international aux Ecoles de l'armée de terre, de mer et de l'air, ainsi qu'à l'Ecole de défense nationale en Thaïlande, 1959-1970
Ministère des affaires étrangères, depuis 1959
Deuxième secrétaire, Division juridique, Département des traités et des affaires juridiques, 1960
Secrétaire du Comité national chargé de l'examen des traités et conventions et, depuis 1969, membre et secrétaire du Comité (organisme national), 1960-1970
Conseiller, au nom du Gouvernement thaïlandais, auprès de la Cour internationale de Justice, La Haye, dans l'affaire du Temple de Phra Viharn, 1961
Représentant de la Thaïlande à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1960, 1962, 1965, 1967, 1969, 1971, 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980

/...

Chef de la délégation thaïlandaise et représentant de la Thaïlande au Comité juridique consultatif africano-asiatique, 1961-1966 et 1979

Membre fondateur et secrétaire (1963-1965) du Conseil des affaires mondiales et du droit international de Thaïlande, 1963

Chef de Division du Département des organisations internationales, 1963

Participant à la Table ronde de professeurs de droit international du Sud-Est asiatique, Singapour, 1964

Secrétaire du Ministre des affaires étrangères, 1964-1967

Premier secrétaire, Département des organisations internationales, 1965

Observateur officiel représentant le Comité juridique consultatif africano-asiatique à la cinquième session du Comité juridique interaméricain, 1965

Directeur des affaires régionales, Département des organisations internationales, 1967

Secrétaire chargé de l'organisation de la session inaugurale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Bangkok (Thaïlande), 1967

Elu représentant de la Thaïlande à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), 1967

Participant à la Table ronde sur les problèmes de droit international en Asie, Hong kong, 1967

Secrétaire général du Secrétariat national de la Thaïlande pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, 1967

Représente les pays asiatiques au premier Colloque de La Haye sur le droit commercial international, 1968

Directeur général du Département économique du Ministère des affaires étrangères, 1968-1970

Membre du Conseil de l'aviation civile de Thaïlande, 1968-1970

Président du Comité interdépartemental de la coopération sociale et économique (organisme international), 1968-1970

Elu Président de la première réunion des services nationaux de coopération économique et sociale des pays d'Asie, Bangkok, 1969

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg, en même temps que Chef de la Mission de la Thaïlande auprès de la Communauté économique européenne, avril 1970-octobre 1973

Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence de La Haye sur le droit aérien, décembre 1970

Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, Bruxelles, novembre-décembre 1971

Participant à la Conférence de Bellagio sur les droits individuels et l'Etat dans le domaine des affaires étrangères à laquelle il a présenté des communications, 1972

Invité à donner des cours sur les relations internationales au Centre d'études du Sud-Est asiatique et de l'Extrême-Orient, Bruxelles, 1972-1973

Vice-Président du Comité de Bruxelles de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, 1972-octobre 1973

Associé de l'Institut de droit international, Genève, depuis septembre 1973

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande au Japon, novembre 1973-avril 1977

Invité à des cours sur les "Aspects juridiques de la coopération économique en Asie" au cours de la session à Bangkok de l'Académie de droit international de La Haye, janvier-février 1974

Invité à donner des cours sur l'Asie du Sud-Est et le Japon à l'Ecole supérieure de l'Université de Sophia, Tokyo (Japon), février 1975

Invité à donner des cours à l'Ecole de la défense nationale (Japon), 1975-1976

Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye, juillet 1976

Membre de la Commission du droit international depuis janvier 1977

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande en France et au Portugal, mai 1977-septembre 1978

Représentant de la Thaïlande à l'UNESCO, mai 1977-septembre 1978

Invité à donner des conférences à la session externe de Tokyo de l'Académie de droit international de La Haye, 1978

Directeur général du Département des traités et des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères, depuis septembre 1978

Membre du Tribunal permanent d'arbitrage (La Haye) - Groupe national de la Thaïlande depuis 1978

Membre titulaire de l'Institut de droit international, Genève, depuis 1979

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Italie, depuis octobre 1980

Ecrits relatifs au droit international et aux relations internationales

Livres

Les immunités juridictionnelles des navires publics affectés aux activités commerciales, thèse, Paris, 1954

State Immunities and Trading Activities in International Law, Stevens and Sons, Ltd., Publisher, Londres (1959)

The Immunities of Foreign States before National Authorities, Sijthoff Leiden, 1976

Articles

- "The Rule of Law under the Legal System of Thailand", La notion de légalité dans le système juridique thaïlandais, 1957
- "The Problem of Defining Indirect Aggression and Subversion" (Problèmes que pose la définition de l'agression indirecte et de la subversion), série d'articles en l'honneur de S.A.R. Krommun Naradhip Bongsprabandh, 1963
- "The Outlook of Afro-Asian Solidarity" (Perspectives de la solidarité afro-asiatique), Foreign Affairs Bulletin, vol. V, No 2, 1965
- "The Principles of Friendly Relations and Cooperation among States under the Charter of the United Nations" (Le principe des relations amicales et de la coopération entre les Etats dans la Charte des Nations Unies), Saranrom Journal, 1963, 1966 et 1968
- "The Second Afro-Asian Conference", (La deuxième Conférence afro-asiatique). Journal of the Council of World Affairs and International Law, vol. I, No 1, 1966
- "Thailand and Regional Cooperation" (La Thaïlande et la coopération régionale), Foreign Affairs Bulletin, vol. V, No 6, 1966
- "Good Offices as a Mean of Settling Regional Differences" (Les bons offices en tant que moyen de résoudre les différends régionaux), arbitrage international, Liber Amicorum for Martin Domke, 1967, édité par Pieter Sanders, Martinus Nijhoff, La Haye
- "Jus Cogens as an essential part of the Law of Treaties" (Le Jus Cogens en tant que partie essentielle du droit des traités), communication présentée à la Conférence mondiale de la paix par le droit tenue à Bangkok du 7 au 12 septembre 1969
- "Individual Rights and the State in Foreign Affairs (Country Report : Thailand) (Les droits de l'individu et l'Etat dans le domaine des affaires étrangères) (Rapport de la Thaïlande), juin 1972 (1974)
- Observations sur le Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) concernant les travaux de sa quatrième session, Saranrom Journal (2515), 1972, p. 81
- Status and Treatment of Aliens : A Thai Experience (Statut et traitement des étrangers : l'expérience thaïlandaise), vol. II, publication commémorative, Comité juridique consultatif africano-asiatique, 1976
- The Immunities of Foreign States before National Authorities : some recent developments (Immunités des Etats étrangers devant les autorités nationales : quelques faits nouveaux) en l'honneur du Pr M. de la Muela, 1979

The Immunity of Foreign State Property : Thai practice (Pratique thaïlandaise en ce qui concerne l'immunité des biens appartenant à un Etat étranger), Netherlands Yearbook of International Law, 1979

Rapports et articles sur le droit international (en Thaï)

Ratification et force obligatoire des traités, Bot Pandit, 20 (1962-III), p. 562 à 586

La Cour internationale, Journal du Conseil des affaires mondiales et du droit international, III (1971), p. 1 à 29

Nationalité des personnes morales dans le droit thaïlandais, mai 1972, 51 pages (1976)

Les relations entre le droit interne et le droit international dans le système juridique thaïlandais, août 1972, 83 pages (non publié)

Nationalité des personnes en droit international, Saranrom Journal (2516) 1973

Réflexions préliminaires sur les droits de l'homme, Saranrom Journal (2521) 1973

Langues de travail

Thai, anglais, français et espagnol.

YASSEEN Mustafa Kamil
(Iraq)

Né en 1920

Licencié en droit (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université de Bagdad.

Docteur en droit (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université de Paris.

Ancien professeur et chef du Département de droit international de la Faculté de droit de l'Université de Bagdad.

Directeur général du Département politique (1959) et du Département des organisations et conférences internationales (1964) du Ministère des affaires étrangères d'Iraq.

Ambassadeur d'Iraq, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, de 1966 à 1971 et en 1974 et 1975.

Directeur général du Département des organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères d'Iraq de 1971 à 1974.

Représentant de l'Iraq à toutes les sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1958 à 1974.

Membre de la Commission de droit international de 1960 à 1976; ancien président de la Commission (1966).

Chef de la délégation iraquienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1960.

Chef de la délégation iraquienne à la Conférence internationale de plénipotentiaires sur les relations et immunités diplomatiques (1961).

Chef de la délégation iraquienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968-1969); Président du Comité de rédaction de cette conférence.

Président du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (Genève, 1968).

Président du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités (1977-1978).

Coordinateur du groupe arabe du Comité de rédaction de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Conseiller juridique à la Mission permanente des Emirats arabes unis auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Membre de l'Institut du droit international; Premier Vice-Président de l'Institut (1975 à 1977); Président de la session de l'Institut à Oslo.

Membre du Curatoire de l'Académie de droit international de La Haye.

Ancien professeur associé aux Facultés de droit des Universités de Nice et de Paris I.

Docteur Honoris Causa en droit public de l'Université de Nice.

Membre correspondant de l'Académie de législation de Toulouse.

Grand-Croix de l'ordre du mérite civil (Espagne).

Grand officier de l'ordre du mérite national (France).

Conférences faites à l'Académie de droit international de La Haye :

Problèmes concernant l'application de la législation étrangère (1962);

Principes généraux du droit international privé (1965);

Interprétation des traités (1973);

Autres conférences faites à :

L'Ecole des fonctionnaires internationaux de l'Université de Madrid (1963);

Les Universités de Naples, Nice, Florence et Cracovie;

L'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris.

Marié et père de trois enfants.
